

## État, marché du travail et classes sociales dans l'Italie des années 70

### State, Labor Market, and Social Classes in Italy During the Seventies

Carlo CARBONI

Volume 15, Number 1, avril 1983

L'état et la Société

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001117ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001117ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

CARBONI, C. (1983). État, marché du travail et classes sociales dans l'Italie des années 70. *Sociologie et sociétés*, 15(1), 57–76. <https://doi.org/10.7202/001117ar>

Article abstract

The main theoretical argument in this article deals with the influence of the state on the reproduction of social classes. Our analysis of this reproduction focuses on how the state policies make class structure complex. We took Italy during the seventies as a case study. An examination of the following questions seems in order : changes in the organizational forms of capital ; new complexity of labor market segmentation ; new social differentiations inside each social class ; the emergence of roles of citizenship or exclusion from them ; the reproduction of social classes with regard to the formation of socio-political interests ; the problem of the state of the political system with regard to social control and political representation of interests of the fragmented social fabric.

---

# État, marché du travail et classes sociales dans l'Italie des années 70\*



CARLO CARBONI

---

L'Italie des années 70, constitue une remarquable étude de cas. Peu de pays occidentaux ont été témoins de changements sociaux et politiques aussi rapides. Le mouvement ouvrier ainsi que de nouveaux acteurs sociaux ont propulsé un large éventail de luttes sociales entraînant ainsi des syndicats et des partis de gauche très puissants sur leur lancée (Lange-Tarrow, 1980; Regini, 1980; Salvati, 1980). Afin de réagir à ces nouvelles exigences sociales, des politiques d'État furent mises sur pied. Le rôle de l'État s'est ainsi accru considérablement devenant un instrument d'intégration sociale et un acteur prédominant dans les relations sociales à plusieurs niveaux. Dorénavant, même les relations de classes doivent être interprétées en termes de relations entre l'État et la société, plutôt que du seul point de vue des rapports de production.

Les politiques d'État se sont multipliées provoquant de nouvelles différenciations à l'intérieur de chacune des classes sociales. Les positions liées au statut du citoyen ont ainsi acquis une pertinence grandissante au sein des échanges politiques entre l'État et le tissu social. Il ne faut par conséquent ni négliger ni sous-estimer les politiques visant un consensus dans l'analyse de l'impact de l'État sur cette trame sociale. En particulier, les nouvelles différenciations horizontales au sein des classes sociales (relatives à la distribution des revenus, aux politiques de main-d'œuvre, aux indemnités, aux échanges politiques, etc.) induites par les politiques de l'État, engendrent des contre-tendances et des ambiguïtés de classes et non plus une confrontation directe et simple entre deux classes. Cette approche permet d'expliquer non seulement les raisons de l'importance de la rela-

---

\* Présenté au 10<sup>e</sup> ECPR Joint Sessions of Workshops, Aarhus, 29 mars — 3 avril 1982. Je suis reconnaissant à M. Heisler et G. Esping Andersen pour leurs commentaires. Texte traduit de l'anglais.

tion État-Société, mais également les éléments de la crise propre à cette relation. De nouvelles différenciations à l'intérieur des classes sociales ont fait apparaître de nouvelles contradictions dans le champ de la reproduction sociale, de sorte que la lutte des classes s'exprime de plus en plus souvent par des luttes sociales portant sur les allocations de bien-être, la santé, l'habitation, l'avortement, les droits civiques, etc. L'analyse des liens entre la société et les politiques de l'État-providence est cruciale pour rendre compte du scénario politique complexe de l'Italie des années 70. En fait, l'État-providence italien est à la fois un système de stratification et un système d'intégration sociale orienté vers l'obtention d'une stabilité socio-politique au profit du pouvoir politique « traditionnel ».

À un auditoire étranger, l'approche adoptée dans cet article pourrait sembler vouloir introduire une « surdétermination » du contexte social par le Politique-État. En réalité, je force un peu la note pour rendre ma démonstration plus claire étant donné que l'impact de l'État sur l'évolution des classes a été négligé par le courant structuraliste traditionnel de la sociologie italienne. En plus d'analyser l'influence de l'État sur la trame sociale, cet article prend en considération le rôle de la structure de classes des mouvements sociaux dans le champ de l'État. Dans l'étude de la politique et des structures politiques italiennes, les politologues ont eu tendance à prêter exclusivement attention aux variables « internes », c'est-à-dire aux facteurs engendrés au sein même du système politique. Nos hypothèses prennent principalement en compte des facteurs exogènes et plus spécifiquement, les bases sociales en transformation du système politique.

Nous aimerions enfin signaler que le terme « État » utilisé dans cet article inclut aussi bien les appareils bureaucratiques administratifs que les appareils politiques d'État. Ces deux types d'appareils sont fondamentalement régis par le « Parti d'État » (Parti démocrate chrétien, D.C.) qui s'est emparé du pouvoir et l'a conservé depuis plus de trente ans. Ainsi, les activités de l'État sont régies selon la logique interne propre à la bureaucratie d'État et aux puissantes agences « publiques » de même qu'elles dépendent de la logique du pouvoir du parti D.C. qui chevauche la précédente. Mais plus encore, on peut dire que les activités de l'État ont été plus influencées par les luttes, les revendications sociales et les stratégies des syndicats que par la ligne de la coalition gouvernementale.

### L'ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

En Italie, le modèle néo-capitaliste s'est implanté tardivement et n'a pas fait disparaître les déséquilibres préexistants. Les politiques keynésiennes de dépenses publiques sont devenues prédominantes au cours des années soixante en Italie ; elles étaient liées à une stratégie visant un consensus indispensable à l'« occupation » de l'État par le Parti démocrate chrétien (D.C.). Ainsi se sont développés un important secteur d'emploi dans les services sociaux et l'administration publique, des différenciations socio-économiques au sein de la classe ouvrière et une masse « marginale » qui ne joue plus le rôle typique d'une armée de réserve industrielle. Enfin, l'amélioration des techniques de gestion a contribué dans une large mesure à l'organisation du consensus. L'effet combiné d'une « hypermaturité » dans le processus de développement et d'un déséquilibre persistant a donné à la crise italienne un caractère original. Dans le contexte italien, les éléments de crise communs à toutes les sociétés capitalistes avancées sont intensément mêlés aux stratégies redistributives du parti D.C. qui a constamment essayé de satisfaire l'ensemble des acteurs sociaux, démontrant par là son incapacité à résister aux pressions des groupes d'intérêts dominants. Michele Salvati a récemment démontré que, par exemple, la stratégie consensuelle que le parti au pouvoir (D.C.) a adoptée au cours des années 70, a non seulement empêché les réformes et la planification qui s'imposaient, mais qu'elle a de plus aggravé le déficit public. (Voir la relation entre déficit public et emploi, et entre politiques monétaires ou de crédit et modèles d'investissements, Salvati, 1980). En dépit de la crise économique et de l'inflation, la distribution des biens publics a continué de se faire dans l'espoir d'atteindre la cohésion et la médiation sociale. L'expansion des dépenses publiques a continué d'exercer sa fonction créatrice d'emplois (on lui doit les trois-quarts des nouveaux emplois entre 1970 et 1975). Mais l'augmentation des postes

offrant la sécurité d'emploi dans le secteur public a été débridée au lieu d'être planifiée. De ce fait, l'étendue de certains privilèges et la distribution inégale des ressources ont mené tout droit à de nouveaux conflits de redistribution.

Cet état de choses a rendu le système plus rigide, sapant son efficacité et provoquant de nouvelles différenciations dans la structure de classes. Les taux élevés d'inflation ont contribué à aggraver la situation en dépit de « l'échelle mobile », mécanisme permettant d'ajuster les salaires à l'inflation. Les différences de classe s'en sont trouvées accentuées au sein des classes laborieuses en particulier, rendant les choix de redistribution plus difficiles à faire encore.

Ces choix de redistribution ont un impact fondamental sur la structure de classes. Ils ont favorisé la création d'emplois « garantis », particulièrement dans le secteur public, mais également dans les grandes entreprises, dans les banques, etc. Le transfert de revenus aux familles a fait émerger une nouvelle main-d'œuvre périphérique qui a réussi à amalgamer les nouveaux revenus et subsides venant de l'État et les revenus d'un travail à temps partiel ; de ce fait, la tendance au travail illégal s'est accentuée et une zone sociale marginale a émergé. Après 1975, on a pu observer un retour à des stimulants d'orientation individualiste axés sur le marché (travail noir, temps partiel, travail à domicile), phénomène relié à la réapparition des petites entreprises et fabriques<sup>1</sup>.

En résumé, les années 60 ont vu l'émergence d'un modèle de développement néo-capitaliste supporté par les activités d'État, modèle qui a prévalu jusqu'en 1974-1975. Après 1974, la crise subie par ce modèle (grand capital plus politiques keynésiennes) a mis en évidence le rôle crucial joué par la structure de production et de reproduction fondée sur les entreprises industrielles mineures et sur l'unité familiale. Il faut donc donner un aperçu de certaines transformations socio-économiques survenues en Italie pendant les années 70.

En premier lieu, la transformation la plus significative a été *la diminution du pouvoir des grands entrepreneurs privés*. Bien entendu, la crise économique internationale y a été pour quelque chose. Mais les conflits entre le mouvement ouvrier et les grands entrepreneurs, qui voyaient leur pouvoir traditionnel menacé, ont également été cause de changements.

En second lieu, au début des années 70, l'affaiblissement du pouvoir des grands entrepreneurs privés a été accompagné par *l'expansion de la bourgeoisie d'État*. Cet accroissement du pouvoir d'État était dû principalement à son intervention considérable dans le champ de la reproduction (c'est-à-dire services sociaux, administration, manœuvres financières, etc.) et à son appui aux grandes entreprises privées. On a vu, au cours des années 70, le pouvoir d'État s'accroître à la suite de son intervention directe dans le processus d'accumulation privé en raison de la crise au sein de plusieurs grandes entreprises privées qui furent ensuite nationalisées. C'est après 1975-1976, lorsque la crise fiscale de l'État a commencé à émerger, que les économistes libéraux se sont mis à critiquer le pouvoir et l'influence de l'État sur l'économie.

En troisième lieu, les *petits entrepreneurs* sont devenus une troisième force au sein de la classe dirigeante. Ce phénomène ne représente pas un pas en arrière, comme il pourrait sembler de prime abord, car il est le résultat direct de la réorganisation du capital en petites entreprises où les syndicats sont moins puissants que dans les grandes usines. En fait, de nombreuses grandes entreprises industrielles ont décentralisé (transféré) leurs étapes de production en les confiant à de petites entreprises ou en construisant

1. Les tenants du néo-libéralisme économique ont alors pensé que leurs analyses étaient justifiées. Selon eux, au cours d'une crise économique, une critique radicale de l'État-providence doit être formulée. Le secteur privé blâme également l'État-providence, particulièrement pour ses pratiques parasitaires, son gaspillage et sa protection de la machine d'État (S. Labini, 1974). S. Labini affirme que l'hypertrophie, la non-productivité accrue et la nature parasitaire du secteur public sont les obstacles majeurs à une politique de réformes économiques. Son analyse tend, cependant, à négliger le fait que l'expansion du secteur public résulte du développement du néo-capitalisme. (Voir mon article à paraître : « The Impact of the State on Changing Social Classes ») D'autre part, son analyse souligne à juste titre les caractéristiques spécifiques de la croissance aberrante du secteur public. En Italie, l'expansion des services sociaux et des autres appareils bureaucratiques d'État est faussée par une politique de consensus mal conduite par la Démocratie-chrétienne.

de petits établissements dans le Centre-Nord-Est de l'Italie, c'est-à-dire au-delà du triangle industriel traditionnel du Nord-Ouest (Turin-Milan-Gênes). Ce phénomène, de même que l'émergence des petits entrepreneurs, a au moins en partie, fourni des possibilités d'accumuler et de réaliser des profits, allégeant par là, la crise économique italienne.

En dernier lieu, il apparaît important de souligner que le retour en force des petites fabriques et entreprises, l'augmentation du travail temporaire et la crise fiscale dans le secteur public ont provoqué la *réapparition de la famille* comme unité économique. De fait, la famille influence un grand nombre d'activités de production et de reproduction.

Ces transformations socio-économiques ont eu un impact considérable sur la structure de classes. Ainsi, l'ascension de la bourgeoisie d'État, et la tendance des petits entrepreneurs à former leur propre association, ont modifié la composition et l'équilibre du pouvoir au sein de la classe dirigeante italienne. On peut démontrer que la cohésion du pouvoir central a disparu à cause des conflits et des tensions significatives qui se sont manifestés au sein de la classe dirigeante. Ainsi la possibilité de nouveaux déséquilibres entre les fractions de la classe dirigeante peut se manifester si chacune réclame des politiques économiques spécifiques. Par exemple, les grandes entreprises sont intéressées par des mesures de dépression, tandis que la clientèle et la bureaucratie d'État souhaitent des taux d'intérêt élevés; une dévaluation de la lire serait appuyée par la majorité des petits entrepreneurs puisqu'ils exportent leur production (Graziani, 1978).

Dans ce contexte, le rôle de l'État apparaît particulièrement controversé dans le débat sur les politiques économiques. Certains auteurs le voient comme le système bureaucratique-parasitaire « clientéliste » par excellence (S. Labini, 1974). Les « réformateurs » et les « néo-libéraux » sont persuadés que la nature même du système d'État retire les richesses du système économique. Ils ont suggéré des politiques restrictives pour les services publics et la remise en vigueur de critères propres au marché concurrentiel. Ces politiques de restriction réclamées par le secteur privé sont exprimées de façon différente selon le type de services sociaux en jeu. D'une part, il existe une tendance à la réduction de services sociaux comme le système d'éducation qui, en fin de compte, a suscité de nombreuses tensions sur le marché du travail et dans la sphère politique. D'autre part, une plus grande efficacité a été exigée des services de santé, de transport et de ceux touchant les flux monétaires. Il en a été de même pour les institutions qui assurent l'ordre public. L'État semble favoriser l'application de ce type de rationalisation au cours d'une crise fiscale même s'il adhère à une politique de restriction dans le secteur public. En fait, en réduisant ses ressources destinées à la redistribution en accord avec la politique visant au consensus social, il accentue la tendance à l'expansion inflationniste des dépenses publiques. Les effets secondaires des politiques d'État sont également mis en évidence puisque le choix de l'une ou de l'autre ne repose sur aucun critère rationalisé sauf ce qui, à un moment donné, est nécessaire à la satisfaction des intérêts particuliers de différents secteurs d'activité. L'inflation et une plus grande sélectivité dans les politiques de redistribution ont détérioré la condition des employés de l'État à cause de la tendance à la baisse dans la structure des revenus au cours des années 70<sup>2</sup>.

La crise et l'inflation ont toutes les deux contribué à accroître l'idée de malaise, particulièrement chez les employés de l'État. À la fin des années 70, certains conflits, quoique de nature sectorielle, ont mis en question la capacité même du système à être gouverné (par exemple, les luttes menées par les travailleurs des chemins de fer et des hôpitaux). Par ailleurs, le nivellement des strates sociales a réveillé chez une partie des cols blancs spécialisés les aspirations à un statut social distinct. Les activités basées sur le rendement qui avaient nettement diminué à cause du mouvement ouvrier et des activités non rentables de l'État, sont réapparues. Les employés de l'État, dont le style de vie, le revenu et les qualifications professionnelles ont diminué à cause de la crise, cherchent

2. Sylos Labini souligne que, au cours de la période 1973-1978, le taux de variation du revenu réel des employés de bureau de l'État a été de -22%, alors qu'au cours de la même période, le taux de variation du salaire réel de la classe ouvrière industrielle a été de 24%. En conséquence, le différentiel de revenu entre les employés de bureau de l'État et la classe ouvrière industrielle est passé de 1,9 fois en 1973 (en 1948, il était de 2,9) à 1,3 fois en 1978 (S. Labini, 1979).

des compensations en se lançant sur le marché du travail, particulièrement grâce au travail noir dans les secteurs concurrentiels de l'économie<sup>3</sup>.

En général, il n'y a pas eu, cependant, rupture verticale du consensus social parce que les cols blancs et les travailleurs spécialisés ont trouvé le moyen d'atteindre un statut social distinct à l'extérieur du secteur de l'État. Ainsi, ils peuvent accomplir un travail qui s'accorde mieux à leur professionnalisme tandis que leurs revendications n'affectent pas directement la redistribution de la richesse sociale, la socialisation dans le champ de la reproduction et la qualité du travail. Les conflits, quand il y en a eu, ont été circonscrits autour d'enjeux bien spécifiques (voir les luttes engagées par les travailleurs de l'État en 1977-1978).

En conclusion, l'évolution de la structure de classes, dans l'Italie des années 70, s'est trouvée insérée dans un réseau de forces contradictoires. Deux d'entre elles ressortent clairement: l'une donne à la structure de classes une capacité (réelle ou potentielle) de provoquer des transformations au niveau du système tandis que l'autre rend la structure sociale traditionnelle plus réfractaire encore au changement.

Par rapport au premier ensemble de forces, trois phénomènes majeurs peuvent être soulignés:

- 1. En élargissant le champ de l'emploi, particulièrement celui des emplois de bureau du secteur public, la structure de classes semblait sur la voie d'une « rationalisation », étant donné qu'il est plus difficile d'organiser politiquement le champ des emplois autonomes. Par ailleurs le puissant syndicat incluant les techniciens et les cols blancs essayant d'obtenir l'égalité entre ces groupes rendait ainsi possible un champ d'emploi plus homogène.
- 2. Ce champ d'emploi semblait représenter un « bloc social » potentiel sur lequel les réformateurs pouvaient compter pour faire face aux défis de la crise économique d'une part et pour introduire des changements dans le modèle économique traditionnel d'autre part.
- 3. De tels changements auraient exigé de mettre un point final à la politique d'exclusion du mouvement ouvrier des lieux de pouvoir et des postes de contrôle d'une structure néo-corporative dans la sphère du pouvoir économique et politique. L'étendue du pouvoir acquis par les syndicats et l'entrée du PCI dans la zone gouvernementale ont semblé paver la voie à ces changements.

On peut également faire ressortir trois phénomènes majeurs rendant compte du second ensemble de forces:

- 1. Les conflits et le mécontentement social engendrés par l'inflation galopante et la crise économique, qui ont gravement affecté l'emploi à tous les niveaux, ont persuadé la Démocratie-chrétienne de la nécessité de recourir de nouveau à ses sources traditionnelles de support social, notamment la petite bourgeoisie traditionnelle. Cette couche sociale a joué deux rôles distincts: elle a contribué au redressement économique du pays (par exemple, le succès économique des petites et moyennes entreprises industrielles) et elle a aussi constitué un réservoir de consensus et de stabilité sociale, sur lequel on pouvait s'appuyer en toute confiance.
- 2. De ce fait, la gestion des dépenses d'État a continué de se faire en vertu de principes de redistribution visant à satisfaire des intérêts spécifiques, plutôt qu'en fonction d'un plan à long terme qui soit cohérent. C'est pour cette raison que l'égalitarisme a perdu sa capacité à provoquer des changements sociaux et que de nouvelles différenciations sociales ont été introduites par les politiques d'emploi et de redistribution de l'État.
- 3. L'échec des politiques de réforme s'est produit parallèlement à l'introduction de la vieille stratégie qui consiste à exclure tout le mouvement ouvrier des lieux de pouvoir, ce qui a redonné de l'importance aux couches moyennes de la société en tant que source de stabilité sociale et politique.

3. Le travail noir, très répandu chez les cols blancs, est à la fois la cause et l'effet de ce qu'on appelle « l'économie invisible », dont la croissance a été façonnée par les activités des petits entrepreneurs dans les régions périphériques et dans les zones urbaines.

Dans ce contexte, « l'économie politisée », qui devait mener à une société intégrée, dotée d'un appareillage institutionnel à caractère néo-corporatiste et d'un système de sécurité d'emploi, a été poursuivie en Italie dans une situation de crise et de tendances contradictoires.

Une fois donné cet arrière-plan historique, il est fondamental d'étudier comment les politiques d'intégration réalisées par l'État et par le système politique ont réussi à garantir la continuité de la formation sociale capitaliste en dépit d'un puissant mouvement ouvrier de gauche. Il faut signaler cependant que les organisations de gauche n'ont pas tiré parti des nouvelles contradictions provoquées par les activités d'État visant à recouvrer la stabilité sociale et politique. Elles ne l'ont pas fait parce que la Gauche, accrochée aux noyaux de la classe ouvrière traditionnelle, ne comprenait pas bien la complexité de la nouvelle structure de classes et le front élargi des luttes sociales. Une théorie des classes sociales ne peut être complète sans que soient analysés les phénomènes qui ont complexifié la structure de classes. Nous croyons que ceux-ci sont le résultat de l'activité de l'État qui fragmente les classes sociales de façon à éviter les luttes sociales frontales.

Nous analyserons, par conséquent, les politiques d'État à long terme relatives :

- aux nouvelles formes organisationnelles d'activités productives et reproductives ;
- à la segmentation complexe du marché du travail ;
- aux échanges politiques et à la distribution des revenus.

#### LES FORMES ORGANISATIONNELLES DU CAPITAL

En Italie, on peut distinguer quatre secteurs d'activités productives et reproductives :

- 1. Un *secteur monopoliste* de production industrielle et d'échanges commerciaux, situé en grande partie à l'intérieur du triangle industriel du Nord-Ouest, et dont les fonctions de base consistent dans la valorisation, la réalisation et la reproduction du capital ;
- 2. Un *secteur concurrentiel* soutenu par les activités des petits entrepreneurs<sup>4</sup>, situé habituellement dans les régions périphériques (d'où le terme « économie périphérique » du Centre Nord-Est de l'Italie, dont les fonctions consistent dans la valorisation et la réalisation du petit capital et où les modes de production capitaliste et artisanal sont interreliés ;
- 3. Un *secteur d'État* constitué de l'administration publique (centrale et locale), des services sociaux, de financement, etc. Les fonctions reproductives de l'État consistent à socialiser les coûts de production du capital, à prendre en charge les dépenses sociales relatives à la main-d'œuvre et à réaliser le consensus social et le contrôle politique nécessaires à la reproduction de la formation sociale dans son intégralité. Même si l'État remplit également des fonctions productives (usines d'État, participation de l'État aux entreprises privées, etc.), il pourrait s'avérer prématuré de parler d'un mode de production étatique. Nous pouvons affirmer cependant que l'État détient le mode principal de reproduction ;
- 4. Un *secteur familial assisté* fondé sur la famille et sur des activités d'autosubsistance — qui s'enchevêtrent avec les allocations de l'État —, des activités économiques mineures qui sont souvent subventionnées par l'État, et une économie informelle. Les fonctions de ce secteur définissent les individus et la famille comme une unité économique.

Les activités d'État, habituellement non rentables et se produisant à l'extérieur du marché concurrentiel, exercent un impact considérable sur les formes d'organisation du capital et sur les règles du marché capitaliste. C'est pourquoi il faut analyser l'impact de l'État sur les trois autres secteurs d'activité.

4: Je souligne la relation entre la nature du secteur économique et la taille des entreprises. Néanmoins, le lecteur doit prendre en considération, non seulement la dualité relative à la taille de l'entreprise, mais également les différences entre secteurs et branches de production.

En premier lieu, l'État fournit un support direct au secteur monopoliste. Plusieurs entreprises monopolistes (électricité, transport, construction navale, compagnies telles que ENI, etc.) appartiennent à l'État. L'intervention de l'État dans le secteur monopoliste peut prendre également différentes formes : entreprises où est présent du capital d'État (organismes parapublics, sociétés d'État autonomes); entreprises dépendant largement du support de l'État (industries chimiques et aciéries); entreprises privées qui jouissent de l'aide de l'État en période de crise au niveau du marché et des relations industrielles (FIAT). De telles interventions de l'État ont conduit à des changements au niveau des stratégies de gestion : la percée d'une direction bureaucratique d'État implique une logique basée plus sur une politique de consensus et de pacification sociale que sur une efficacité rigide. Ceci est d'autant plus vrai que l'intervention de l'État est plus directe.

En second lieu, le secteur concurrentiel de l'économie périphérique est également en relation avec l'appareil d'État. La bourgeoisie d'État fournit une myriade de régulations au profit des artisans, des petits entrepreneurs, des commerçants, et ainsi de suite, dans le but d'obtenir leur consensus politique (Berger, 1977). Cette politique consensuelle présente un grand intérêt puisque, jusqu'à un certain point, elle touche aussi les employés des petites entreprises. La facette complémentaire d'une telle politique est la gestion paternaliste par laquelle les employeurs des petites industries s'engagent à subvenir aux besoins et à régler la conduite de leurs employés tant dans leurs affaires personnelles qu'au niveau des relations de travail. En s'appuyant sur cette relation consensuelle avec la classe politique dirigeante, les petits entrepreneurs industriels peuvent devenir concurrentiels sur le marché international parce qu'ils évitent de payer des avantages sociaux et qu'ils peuvent profiter du laxisme des syndicats face à la mobilité, à la carrière et aux congédiements... De plus, l'industrie spécialisée italienne produit des biens destinés au marché international; les fluctuations qui caractérisent ce marché forcent les petites entreprises à être très flexibles au niveau de leur production. Puisque le secteur monopoliste a stagné au cours des dernières années, l'économie périphérique s'est accrue d'autant. Cette croissance s'est produite en même temps que la décentralisation des étapes de production au cours de laquelle d'importants capitaux ont été cédés à de petites entreprises industrielles dans le but d'éviter les puissants syndicats ouvriers de la zone industrialisée.

En troisième lieu, l'activité étatique est également impliquée dans le secteur familial assisté. Non seulement l'État aide la famille et les travailleurs ruraux à temps partiel au moyen de transferts et d'allocations, mais il a une relation plus générale avec la famille. Comparativement à ce qu'elles étaient avant la croissance de l'État providence, les activités familiales sont devenues d'une importance plus critique encore par l'aide qu'elles apportent aux activités reproductives de l'État au moment où celui-ci traverse une crise fiscale. Le fait que la famille soit redevenue une unité économique et reproductrice est crucial pour atténuer les contradictions sociales découlant du chômage chez les jeunes puisque la famille met les chômeurs partiellement à l'abri. Un grand nombre de jeunes demeurent au sein de la famille à cause de la rareté des emplois et ils contribuent au budget familial en travaillant dans les cadres de l'économie parallèle. Dans les petites entreprises, les employés acceptent plus facilement la direction paternaliste de leurs employeurs et des emplois précaires parce qu'ils peuvent compter sur les activités économiques de l'unité familiale (activités d'auto-subsistance, travail à la maison, etc.) et sur un revenu familial additionnel (transferts de revenu de l'État, allocations d'État, emplois saisonniers de certains membres de la famille, etc.).

Il est intéressant de souligner, par ailleurs, que l'économie parallèle entretient des liens étroits aussi bien avec le secteur concurrentiel qu'avec le secteur familial-assisté. La demande de « travail illégal »<sup>5</sup> vient des petits entrepreneurs, des commerçants, des artisans et des familles, alors que la main-d'œuvre illégale est constituée par des gens faisant

---

5. Par « travail illégal », j'entends cette part de l'emploi dont il n'est pas fait mention dans les statistiques officielles du recensement.

partie du secteur monopoliste, du secteur public et du secteur familial-assisté. Environ 20% de la main-d'œuvre totale détient un travail illégal et la moitié environ de ces travailleurs occupe un emploi stable en même temps (il apparaît donc que près de 10% de la main-d'œuvre totale détient un second emploi). Selon des estimations fournies par le recensement de 1979, l'économie parallèle représente plus de 20% du PNB italien (incluant la production générée par les seconds emplois).

En résumé, l'effondrement du modèle de développement monopoliste a conféré un rôle décisif aux activités reproductives de l'État et à l'expansion de l'économie périphérique. Ces phénomènes ont entraîné, à leur tour, de nouvelles formes d'organisation du capital, des modifications partielles dans la gestion des usines et de nouvelles relations de travail; il faudra en tenir compte quand on analysera l'importance de l'organisation du travail et de la conscience de classe. Avant de suggérer des analyses hâtives de la prolétarisation, de la déqualification du travail, et de l'embourgeoisement, il faut prendre en considération les implications socio-politiques des modifications intervenues au niveau des formes d'organisation du capital, des politiques de gestion et des relations industrielles. Ces modifications ont rendu la structure de classes et les paradigmes pouvant en rendre compte, beaucoup plus complexes. Au sein de la classe ouvrière, par exemple, on peut noter des différences (en termes d'organisation du travail, de syndicats, d'organisation politique, etc.) entre les travailleurs œuvrant dans les services, dans les grandes usines, dans les petites entreprises, ou ceux qui travaillent à temps partiel et les travailleurs marginaux.

#### LA SEGMENTATION COMPLEXE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

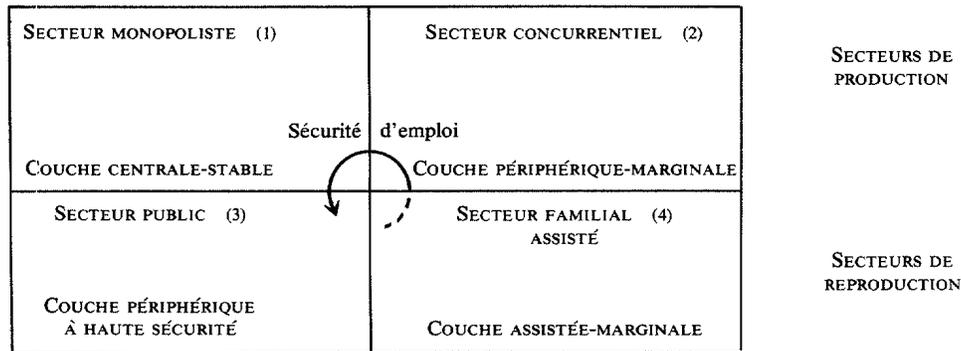
Les changements décrits dans la section précédente se sont accompagnés de modifications au sein du marché du travail. Lorsque l'on considère le cas de l'Italie on devrait mettre en relief la segmentation complexe du marché du travail plutôt que le dualisme suggéré par M. Piore (1980). La théorie du dualisme du marché du travail néglige en partie l'importance de l'influence de l'intervention de l'État sur la structure du marché du travail. Si on examine la répartition de la main-d'œuvre dans différents secteurs d'activité, en fonction de la «proximité» de ces secteurs avec le système productif (central; périphérique; assisté, c.-à.-d. sans fonction productive apparente) et selon le degré de sécurité d'emploi (marginal; stable; garanti, c.-à.-d. à l'extérieur du marché de l'emploi) on trouve quatre couches différentes au sein de la population active :

- 1. *Une couche centrale-stable* (dans les grandes entreprises liées au capital privé et/ou bénéficiant d'une aide de l'État) où les emplois sont dotés d'un revenu fixe garanti, de services médicaux, d'une pension de retraite, d'un syndicat puissant et d'une immunité institutionnelle face aux conditions du marché. Ce segment de la population active bénéficie d'une sécurité institutionnelle plus grande et se trouve plus protégé que dans les autres pays en termes de discipline, de congédiement, de mobilité et d'heures travaillées;
- 2. *Une couche périphérique* (mais centrale pour les fonctions reproductives) à haute sécurité (dans l'administration publique, les services sociaux publics, etc.): cette couche se situe en dehors du marché du travail en raison de sa sécurité d'emploi complète; elle bénéficie de plus des assurances médicales et de plans de retraite qui lui sont garantis. Ces emplois offrent aussi des privilèges tels un certain niveau d'autonomie dans l'organisation du travail et une journée de travail courte. Ces deux facteurs se révèlent des prérequis à l'obtention d'un second emploi.
- 3. *Une couche périphérique-marginale* (dans les petites entreprises): ces emplois peuvent être réguliers, définis institutionnellement en ce qui concerne le revenu direct et indirect (avantages sociaux et services fournis par l'État), mais ils ne sont pas protégés sur le marché du travail. Les petits entrepreneurs profitent du fait que les syndicats sont rares dans ce secteur et n'ont, par conséquent, aucune obligation en ce qui a trait à la mobilité, à la carrière, au licenciement ou à la retraite de la main-d'œuvre. L'emploi dans ce secteur est souvent parallèle, illégal, avec des salaires au-dessous de l'échelle syndicale et sans avantages sociaux.

■ 4. Une couche *assistée-marginale* : c'est le segment le plus marginal avec les activités de reproduction familiales et d'autosubsistance, les subventions aux agriculteurs et les transferts de revenus aux familles par l'intermédiaire des pensions aux invalides et aux personnes âgées. Une autre particularité de cette couche tient au fait qu'elle regroupe le surplus des jeunes scolarisés qui ne trouvent pas d'emplois dans le secteur public ou dans l'industrie. Ce chômage est souvent interrompu par des emplois temporaires ou saisonniers qui permettent aux gens d'attendre la chance de trouver un emploi stable.

FIGURE 1

Hypothèses sur la segmentation des secteurs de production et de reproduction et sur la segmentation du marché du travail



La complexité de cette segmentation de la main-d'œuvre ne dépend pas uniquement des stratégies de capitalistes individuels (décentralisation des étapes de production) et de la force des travailleurs (syndicalisme, rigidité de la classe ouvrière), mais elle est également le résultat des actions de l'État, particulièrement dans le domaine des politiques de main-d'œuvre. La poursuite d'une politique de plein emploi a transformé le travail en un « bien » désirable distinct de son contenu ; le droit au travail a remplacé le devoir de travailler.

Au cours des années 70, l'État a mis en œuvre les politiques suivantes :

- a) Il a soutenu un secteur d'emploi central-stable afin d'éviter sa décroissance prononcée, en investissant dans la production, en finançant de grandes entreprises et en faisant des concessions fiscales ;
- b) Il a augmenté le nombre d'emplois dans les secteurs publics de reproduction (travaux publics, services sociaux, administration publique).

Ces deux types de politiques ont cherché à créer un segment stable de la main-d'œuvre, en gelant pour ainsi dire les emplois existants.

- c) Il a mis sur pied des mécanismes spéciaux d'intégration économique, tels que des compensations s'appliquant aux journées non travaillées<sup>6</sup> dans l'industrie, des subventions aux agriculteurs pour les produits non rentables et des allocations de chômage ; l'effet de cette politique est de préserver la disponibilité de la main-d'œuvre, particulièrement au sein de la couche périphérique-marginale.
- d) Il a découragé la propension à travailler grâce aux retraites anticipées et à l'augmentation de l'âge limite de l'école obligatoire (cette extension date de 1964), etc. ;
- e) Il a fait disparaître l'incitation à chercher un emploi stable en accordant des transferts de revenus aux familles, et en encourageant le travail à temps partiel et les emplois temporaires par l'intermédiaire de la loi 285 sur les jeunes chômeurs<sup>7</sup>.

6. L'expression « compensations s'appliquant aux journées non travaillées » renvoie au mécanisme appelé *cassa integrazione* qui, pour une période temporaire, fournit une partie du salaire des travailleurs en congé forcé qui attendent la fin d'une période de production critique pour reprendre leur emploi dans la même industrie.

7. La loi numéro 285 a été mise sur pied dans le but de fournir des chances d'emploi aux jeunes chômeurs. Cependant, cette mesure a produit des effets pervers.

*L'effet de ces deux politiques a été d'ériger des barrières, de réduire la demande d'emplois stables et d'encourager le travail marginal et illégal.*

La segmentation complexe du marché du travail et de la population active que nous venons de décrire présente manifestement une pénurie systématique et fonctionnelle en ce qui a trait au secteur monopoliste en particulier. Au cours des années 70, les grandes entreprises par exemple, n'ont pas pu utiliser le surplus de population pour une réorganisation interne ou l'organisation d'un système de relations industrielles qui aurait permis la mobilité des travailleurs. Cette impasse peut s'expliquer de deux façons. En premier lieu, le secteur central est régularisé par des institutions et plus protégé par les syndicats. En deuxième lieu, les jeunes chômeurs instruits refusent de faire un travail manuel dans l'industrie; ils préfèrent des emplois temporaires espérant trouver en fin de compte un emploi dans le secteur public. Par ailleurs, il est peu probable que les travailleurs œuvrant dans les petites fabriques du secteur périphérique de l'économie veuillent se déplacer vers le secteur central parce que la famille leur garantit encore une certaine stabilité et sécurité économique.

Il y a naturellement communication entre les différentes couches de la population : une partie des jeunes chômeurs instruits acceptent des emplois dans le secteur public tout en gardant leurs relations au sein de l'économie informelle et périphérique où ils avaient précédemment des emplois temporaires; ceux qui reçoivent des allocations de l'État, comme les paysans, ont souvent des emplois précaires dans le secteur concurrentiel; les travailleurs dans les secteurs public et monopoliste, quant à eux, détiennent souvent un second emploi dans une petite entreprise ou à l'intérieur de l'économie informelle; la ligne de démarcation entre le secteur public et le secteur monopoliste est floue parce que certaines entreprises sont financées par l'État.

Au cours des années 70, on pouvait déjà observer l'émergence d'une segmentation rigide et complexe du marché du travail; mais celle-ci a été renforcée par une différenciation des structures productives et reproductives, et du marché du travail sur une base territoriale (Bagnasco, 1977). Brièvement, le secteur monopoliste et la population centrale-stable est concentrée dans le Nord-Ouest; le secteur concurrentiel de production et sa population périphérique-marginale se trouve dans le Centre-Nord-Est; les interventions de l'État et la population assistée-marginale se concentrent dans le Sud. Dans les grandes villes et à Rome en particulier, on trouve une concentration d'appareils d'État et d'appareils régionaux servant à l'administration et à la reproduction sociale où les emplois sont garantis dans une large mesure. Cependant on y trouve aussi une couche de population marginale<sup>8</sup>. Ainsi dans les grandes villes, tout comme dans le sud de l'Italie, l'intervention de l'État, les services sociaux et l'administration bureaucratique prédominent sur la structure industrielle privée de telle sorte que la position sociale des individus semble de plus en plus étroitement liée à l'accès aux ressources de l'État. Par ailleurs, une analyse territoriale des formations socio-économiques implique l'analyse des différents modèles de médiation politique à l'intérieur du tissu social ainsi que la gestion des intérêts socio-économiques (le gouvernement en tant que sujet de négociations néo-corporatistes, le marché et la famille, l'État-providence, les gouvernements locaux, etc.). En bref, un modèle conflictuel de gestion des intérêts a prévalu dans le Nord-Ouest au cours des années 70, à l'exclusion probablement de la période 1976-1978 au cours de laquelle une négociation néo-corporatiste a eu lieu. Dans le Sud, les relations et les mécanismes clientélistes ont tous deux été différenciés et transformés en des formes modernes d'échange politique. Les mécanismes de marché — qui s'enchevêtrent avec un tissu socio-économique spécifique, la famille, le gouvernement local — ont permis l'intégration sociale et systématique dans le Centre-Nord-Est.

8. De toute évidence il existe de profondes différences entre les différentes régions dont nous venons de parler. Par exemple des livres récents sur l'Italie du Sud (Arlacchi, Fontozzi, Grabaudi, Piselli) ont signalé des différences significatives entre les régions du Sud. On peut distinguer entre les secteurs assistés, les secteurs d'immigration et les régions qui peuvent se développer à même leurs propres ressources.

## ZONE SOCIALE CENTRALE ET ZONE SOCIALE MARGINALE

Dès 1973, M. Paci montrait que la détérioration du marché du travail intellectuel et la croissance d'un marché du travail marginal sont caractéristiques du marché du travail du capitalisme avancé. Le développement du secteur du capital monopoliste étant arrêté, les secteurs public et concurrentiel (économie périphérique) semblaient être les sources les plus probables de production et de création de nouveaux emplois. Les politiques étatiques d'assurance-chômage et de distribution des revenus ont grandement contribué à rendre ces secteurs fondamentaux au sein de la société italienne. La décision de régulariser et de soutenir institutionnellement l'emploi dans le secteur monopoliste, la croissance de la fonction publique, la décision d'utiliser une grande partie des dépenses publiques dans le but de garantir une vaste zone d'emploi et de payer une fonction publique élargie, tout cela a contribué à créer un secteur social considérable où l'emploi est garanti et stable. L'amélioration du niveau de vie, la position nouvellement assurée de la classe ouvrière dans les grandes entreprises, les salaires et les conditions de travail relativement moins bons dans le secteur public, ont renforcé l'image d'une main-d'œuvre stable et homogène. Il s'est produit un nivellement du statut socio-économique individuel à la fois dans le secteur public et dans les grandes sociétés commerciales ou industrielles : les travailleurs appartenant à la classe ouvrière et les employés de bureau y détiennent des emplois relativement stables ou totalement garantis. Les différences entre les salaires des uns et des autres sont minimales et les ouvriers comme les employés de bureau ont droit à des avantages sociaux et à des systèmes de retraite. Tout ceci constitue une partie du problème de distribution des ressources de l'État. Les différents groupes sociaux faisant partie de la zone centrale sont tous intéressés à exercer des pressions sur le réseau administratif de l'État.

Cette zone sociale centrale semble fermée vers le haut parce que les cols blancs ont peu de possibilités en termes de carrière ou d'avancement. Elle est, en outre, fermée par le bas (zones sociales périphérique-marginale et assistée-marginale) à cause de la rareté relative des nouveaux emplois.

Au cours de la période de stagflation, la composition de cette zone sociale centrale a évolué vers un accroissement des couches marginale et assistée. En Italie, les transferts monétaires ne peuvent remplacer les revenus d'emplois qui représentent plus du double des premiers. Le système d'allocations d'État a ainsi contribué à inciter une partie de la main-d'œuvre à effectuer du travail illégal. Il n'y a, par conséquent, pas de réduction au niveau de l'offre totale effective de main-d'œuvre, mais parce qu'une main-d'œuvre marginale est disponible pour le travail illégal, la demande d'emplois stables diminue. Il en résulte que le pourcentage officiel de la population active est assez bas ; mais si les emplois temporaires et illégaux sont pris en considération, le pourcentage augmente sensiblement. Par contre, l'accroissement des emplois marginaux et précaires font augmenter, dans le long terme, la demande officielle d'emplois. De ce fait, un surplus de population fait son apparition et entraîne cette fois une extension de la marginalité et une augmentation des emplois non-officiels. Ce phénomène semble être un des résultats du capitalisme avancé. Toute solution à ces difficultés doit tenir compte des problèmes d'intégration sociale et d'intégration du système. Le gouvernement a essayé de différentes manières et à différents moments de résoudre ce problème de surplus de main-d'œuvre afin de prévenir des tensions et des conflits possibles. Au début, le gouvernement a circonscrit ce surplus à l'intérieur de la structure agricole ; plus tard, il l'a encouragé à émigrer et à participer au « boom » de l'industrie de la construction ; finalement, ce surplus de population a été en partie absorbé par les emplois d'État, déclenchant ainsi une hausse des dépenses publiques, une augmentation des comportements clandestins et la dispersion de la clientèle au sein du marché du travail. Ces soi-disant solutions sont également une conséquence de l'intégration du système. L'emploi du secteur public, par exemple, soutient l'accumulation et la reproduction du capital tandis que la population marginale participe à la structure de production italienne dans certains domaines (l'économie périphérique). Ainsi, l'émergence de ces sujets sociaux est due à des changements dans l'organisa-

tion d'activités économiques et reproductives provoqués par le déclin des grandes entreprises, par le retour en force des petits entrepreneurs et par les activités reproductives de l'État. La marginalité sociale n'implique plus aujourd'hui une détérioration sociale ou un retour en arrière, mais s'avère plutôt une conséquence sociale de la « modernisation ».

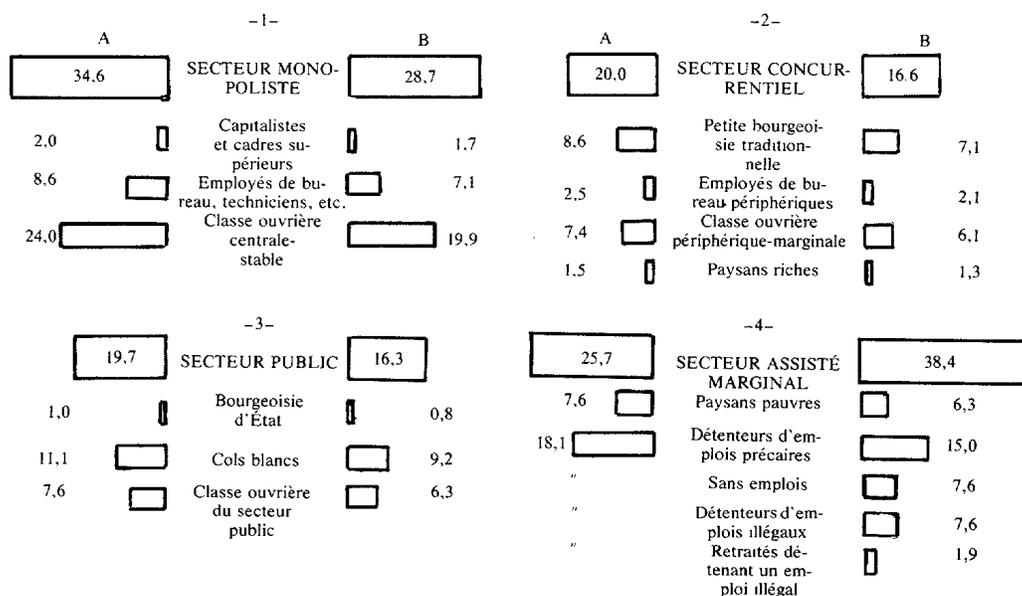
La formation d'une zone sociale centrale et d'une zone marginale indique à quel point l'action de l'État a influencé la structure sociale italienne et combien la stratégie consensuelle a affecté les politiques mises de l'avant par la bourgeoisie d'État. Il est clair que l'ensemble du système politique a été impliqué dans ces processus et que les stratégies syndicales ont contribué pour une grande part à la formation des phénomènes que nous venons de décrire. Il est certain que la division de la société italienne en segments de population active jouissant ou non de la sécurité d'emploi et d'allocations d'État, n'a pas reflété l'objectif d'égalité que les luttes de classes et les conflits sociaux ont poursuivis au cours des années 70. Elle fut plutôt une réponse partielle du système à ces luttes, réponse qui visait à établir l'intégration sociale.

### STRUCTURE ET DIFFÉRENCIATION DE LA ZONE SOCIALE CENTRALE

Les différenciations, intimement reliées les unes aux autres, observées dans l'organisation des activités de production et de reproduction, la segmentation complexe du marché du travail et les politiques du gouvernement vis-à-vis du capital et du travail ont

FIGURE 2

Hypothèses sur la composition des classes sociales



Ces estimations ont été établies à partir des sources suivantes : ISTAT (1971), CENSIS-DOXA (1978), C. Trigilia (1978), C. Carboni (1981). Puisque la source des données n'est pas homogène, nos estimations doivent être considérées avec précaution. De plus, on doit noter que la figure 2 a une validité partielle et temporaire. C'est un schéma partiel dans la mesure où il ne tient pas compte des éléments culturels et de la complexité politique qui affectent des phénomènes sociaux comme les différences dans la composition de classes. Cette figure a une validité temporaire car les différences sociales sur l'axe horizontal dont il a déjà été question, peuvent changer selon les politiques sociales mises en œuvre par le système politique. Enfin nous tenons à spécifier que nous n'avons pas inclus dans le secteur 4 : a) les retraités sans travail illégal (plus de 5 500 000); b) les personnes incaptes au travail (environ 500 000); c) les ménagères (plus de 9 500 000); d) les étudiants (plus de 11 500 000). Sous la colonne B, les pourcentages sont calculés en incluant les chômeurs, les travailleurs et retraités sans emploi illégal.

créé une structure sociale, qui est elle-même traversée par des processus d'agrégation et de différenciation sociale générés et reproduits par l'action de l'État. Les zones sociale centrale et marginale-périphérique semblent être des phénomènes d'agrégation qui chevauchent la structure verticale de classes. Il est évident que nous pourrions analyser la composition interne de ces zones (le travail perdu, la diminution de la classe ouvrière, l'augmentation du nombre des cols blancs, l'extension du travail des femmes au sein du secteur public et ainsi de suite ; on pourra se reporter ici aux travaux d'Accornero (1978).) Bien que cette analyse traditionnelle de la structure verticale de classes puisse s'avérer très profitable pour observer les changements survenus au sein de chacune des couches formant ces deux zones sociales, elle peut souvent se révéler inadéquate lorsqu'il s'agit de moderniser une typologie sociale immuable au niveau des critères de dichotomisation traditionnelle des classes. Nous examinerons par conséquent, les processus de différenciation sociale au sein des deux zones mentionnées plus haut. Ces processus semblent le résultat direct de l'intervention de l'État mais les choses se compliquent du fait qu'ils interagissent avec le processus d'agrégation.

FIGURE 3

Dimensions des quatre macro-secteurs

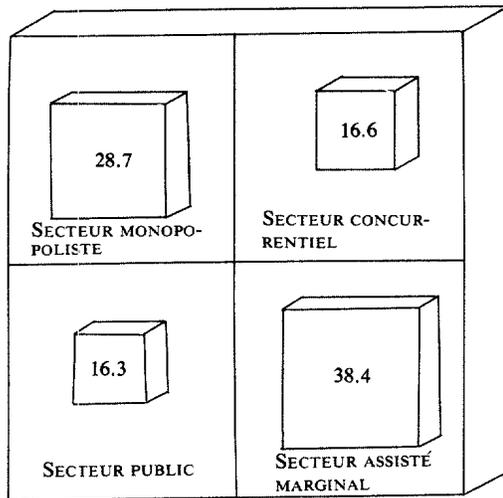
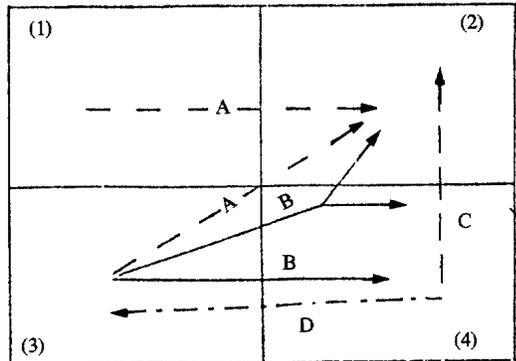


FIGURE 4

« Flux » traversant la structure de classe



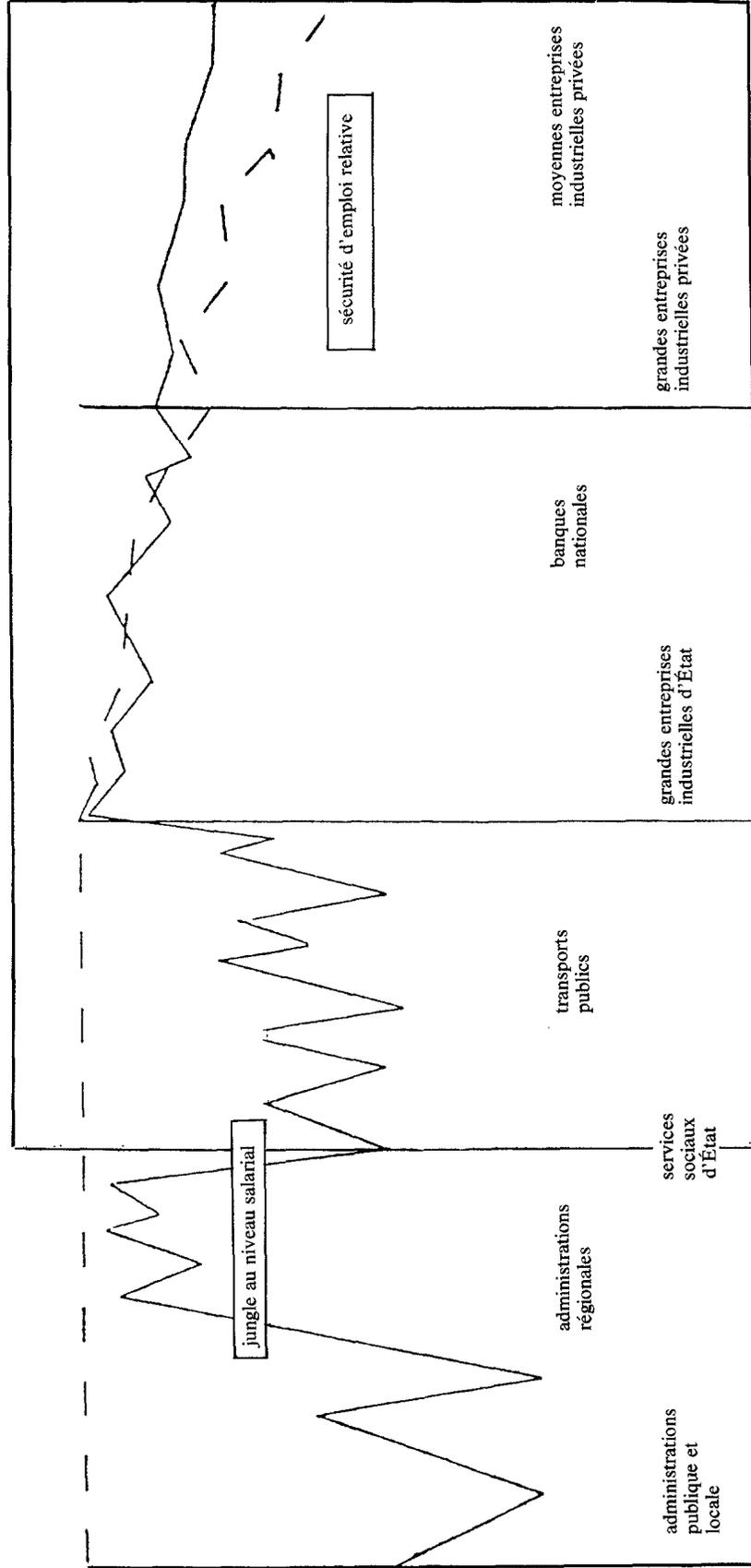
A = Deuxième emploi  
 B = Allocations, pensions aux retraités et aux invalides  
 C = Emplois illégaux, précaires et à temps partiel  
 D = Une partie des jeunes instruits sans-emploi

La figure 2 permet de mieux comprendre la structure de classes de la société italienne et montre la complexité de cette structure « verticale ». Ce phénomène résulte du processus horizontal d'agrégation et de différenciation sociale qui est, lui-même, une conséquence des politiques reproductives de l'État.

Il faut maintenant esquisser certains aspects importants de la zone sociale centrale : la ligne de démarcation entre cols blancs et cols bleus, et la composition de la zone sociale marginale.

En premier lieu, un vaste éventail de différences internes bien réelles, même si elles ne sont pas apparentes, a contribué à rendre cette zone complexe. La figure 3 montre qu'en plus de l'effet d'agrégation sociale, il y a une différenciation au sein des divers secteurs d'activité de la zone sociale centrale. En adoptant comme critère la « proximité » des secteurs économiques par rapport à l'État, nous pouvons montrer que les employés du secteur public jouissent d'une sécurité d'emploi absolue (emplois permanents), mais que leurs revenus sont très variés (jungle au niveau salarial) et généralement plus bas que ceux du secteur privé et du secteur para-public. Les employés des grandes entreprises privées ont, d'autre part, un revenu relativement homogène (résultat des luttes syndicales) et plus élevés en général que ceux du secteur public. Mais leur sécurité d'emploi est moins grande. *Plus l'appui de l'État est important, plus grande sera la sécurité d'emploi.*

FIGURE 4  
Revenus et sécurité d'emploi dans certains secteurs



— courbe des revenus  
- - courbe de sécurité d'emploi

Ce tableau, dont le but est de mettre nos hypothèses en évidence, n'est qu'une représentation graphique pouvant servir d'instrument. Il a été rendu possible grâce à une recherche empirique effectuée en 1977-1979 (Recherche C.N.R.). Nous n'y indiquons pas cependant les données réelles.

Ce n'est pas une coïncidence si les secteurs moyens (voir figure 4) jouissent d'une part de revenus assez élevés, puisqu'ils appartenaient auparavant au secteur privé, et d'autre part de la sécurité d'emploi car ils sont maintenant étatisés. En plus de ces éléments de différenciation, *on peut observer des comportements culturels, syndicaux et politiques variés*. Sur ce point, il faut souligner que ces différenciations se produisent à cause des modes d'agrégation et de représentation distincts que divers groupes et acteurs sociaux adoptent dans leurs relations avec le réseau administratif bureaucratique de l'État. Tout le monde ne peut s'approprier la même part du gâteau : les salaires et les bénéfices sont distribués différemment au sein de la zone centrale selon l'importance de la catégorie et la modération des demandes sociales au cours des négociations. L'inflation multiplie également ces différences. Une différenciation peut apparaître entre deux travailleurs occupant un emploi équivalent selon que l'un des deux doit payer un loyer élevé, est victime d'une dévaluation de salaire, obtient une allocation, ou que la famille peut compter sur deux salaires ou une pension. De ce fait, *au cours des années 70, la politique égalitaire de la classe ouvrière a été contrée par les politiques salariales et d'emploi de l'État*.

En examinant la ligne de démarcation entre cols blancs et cols bleus, on constate qu'il y a encore des différences entre eux au sein de la zone sociale centrale. Leur proximité de l'autorité, leur accès aux allocations d'État, leur contrôle de l'organisation du travail et leurs possibilités de carrière varient. Cette ligne de démarcation chevauche de plus en plus l'intersection entre l'emploi d'État et l'emploi dans le secteur monopoliste. Les appareils d'État ne sont pas encore tout à fait mécanisés et il s'avère presque impossible d'y mesurer la productivité du travail. On peut constater ainsi jusqu'à quel point le travail réel est différent pour les cols blancs et pour les cols bleus.

Ces deux groupes sont parvenus à des garanties de manière tout à fait différente. Les cols blancs ont lutté en collaboration avec les syndicats, alors que les cols bleus ont surtout compté sur la politique d'État visant un consensus social et politique.

Les différences ci-haut mentionnées sont essentielles pour comprendre pourquoi la classe ouvrière se distingue de la strate des cols blancs, à la fois au niveau de ses intérêts et de sa formation. Cette étude de la société italienne met en évidence l'augmentation du nombre des cols blancs dans le secteur d'activités reproductives et particulièrement dans le secteur public<sup>9</sup>. Il est intéressant de noter que la croissance des emplois de bureau s'est d'abord faite sentir dans les services sociaux et plus récemment dans l'administration publique. On peut expliquer ce changement à la fois par une progression dans la demande de contrôle social et par la croissance dysfonctionnelle des activités reproductives de l'État en ce qui concerne les intérêts et les besoins socio-économiques. L'État a relâché ses efforts au niveau des services sociaux à cause de la crise fiscale et de l'insatisfaction des clients face à la qualité des services disponibles. Au cours des dernières années, une renaissance de modes de reproduction sociale traditionnels, telles les activités reproductives de la famille, s'est manifestée, contribuant à diminuer la pression de la demande de nouveaux services sociaux. Des pressions s'exercent encore cependant dans le sens d'une extension de l'administration centrale et locale à cause de l'augmentation des demandes sociales à l'égard du système bureaucratique. Certains appareils administratifs bureaucratiques ne sont utiles qu'à l'administration et à la simple reproduction des rouages bureaucratiques<sup>10</sup>. Plusieurs recherches ont démontré que, dans d'autres sociétés

9. Selon le «*Servizio della Contabilità Nazionale — ISTAT*», le nombre des cols blancs est passé de 9,5% de la population active totale en 1951 à 20,6% en 1971. Suite à la compilation des données officielles disponibles que nous avons réalisée, ce pourcentage est passé à 22,6% en 1977. On doit noter que cette croissance additionnelle peut être attribuée en grande partie à l'augmentation des employés de l'État au cours des années 70. Les cols blancs du secteur public représentaient 12% de la population active totale en 1977 (Carboni, 1981). D'autre part, la proportion que représente la classe moyenne traditionnelle (petite bourgeoisie «traditionnelle») dans la population active totale est encore de 15%. Il est intéressant de constater en particulier que le nombre d'artisans et de petits entrepreneurs industriels a augmenté depuis 1971, alors que, dans le même temps, la petite bourgeoisie rurale a diminué. Voir également les estimations fournies par R. Catanzaro (1981).

10. Il est possible de voir dans ce phénomène une extension non fonctionnelle de l'appareil administratif, mais également un problème de relation de pouvoir entre la bourgeoisie d'État et les capitalistes individuels. La capacité des capitalistes à paralyser les activités des appareils d'État semble avoir diminué. Tout d'abord, l'importance des échanges État-Société donne à la bourgeoisie et à la bureaucratie d'État un consensus politique et une

capitalistes, l'augmentation du nombre d'employés de bureau s'est produite principalement dans le secteur public<sup>11</sup>. L'hypothèse selon laquelle le destin social des cols blancs est lié à l'expansion du mode de reproduction d'État me semble donc raisonnable. *Tout comme la bourgeoisie d'État — dans une position dominante — la situation structurelle d'une large fraction de ce qu'on appelle «les nouvelles classes moyennes» — dans une position subordonnée — semble reliée à l'émergence d'un mode étatique d'organisation du capital (reproduction et parfois production)*. Ce concept de «nouvelles classes moyennes», en tant que classe ou quasi-classe, se trouve compliqué par des différenciations qui traversent la totalité de la structure de classes.

### STRUCTURE DE LA ZONE MARGINALE

Au cours de notre analyse de la segmentation du marché du travail, nous avons démontré qu'il y a deux couches principales dans la population marginale, l'une périphérique-marginale et l'autre marginale-assistée. Nous avons aussi essayé de démontrer que les politiques d'État en étaient la cause. En tout cas la zone sociale marginale, possède une identité tout à fait distincte de la zone sociale centrale. Ce phénomène est très complexe.

En premier lieu, la main-d'œuvre périphérique se distingue par sa marginalité «traditionnelle», en ce sens qu'elle prend ses racines dans l'ancienne strate d'artisans et de paysans. Elle est devenue avec le temps, le tissu socio-économique périphérique du Centre Nord-Est. Nous utilisons le terme *couche périphérique-marginale* plutôt que celui de «marginalité sociale traditionnelle» parce que ce segment de population a été marqué par de nouveaux processus tels que la décentralisation des étapes de production par les grandes entreprises, le retour en force des petits entrepreneurs, le chômage des jeunes et des femmes, et la diffusion de nouvelles valeurs culturelles. La couche périphérique-marginale inclut par conséquent les ménagères détenant des emplois à temps partiel, les travailleurs-paysans, les travailleurs-étudiants et ainsi de suite.

En second lieu, il y a une «nouvelle» marginalité sociale, qui bénéficie de l'assistance des allocations de l'État, de ses interventions et de l'aide de la famille comme unité socio-économique. On peut encore subdiviser cette couche en deux segments : le premier qu'on pourrait appeler «nouvelle marginalité sociale» est *assisté et subventionné*. Comme il inclut neuf millions de retraités<sup>12</sup> et plus d'un million de paysans pauvres, on peut dire, qu'il représente à la fois une «marginalité traditionnelle» parce que les gens âgés et les paysans en font partie, et une «nouvelle marginalité» parce qu'il jouit de nouvelles formes d'aide découlant de la croissance de l'État-providence. Il y a donc une continuité avec la couche périphérique-marginale ; on peut donner comme exemple le cas d'un paysan qui reçoit une allocation d'État et détient par ailleurs un emploi temporaire dans une petite entreprise.

Le second segment se compose de jeunes, de femmes, d'étudiants, etc. Cette nouvelle marginalité correspond à des rôles sexuels et générationnels. Cette population dépend à la fois des activités d'État et de la famille. C'est la population de la zone sociale centrale qui, jusqu'à un certain point entretient cette marginalité. Un employé de bureau

puissance économique appréciables. Qui plus est, un cercle vicieux s'est établi entre les capitalistes et la bourgeoisie d'État. D'une part, les activités d'État ne semblent pas profitables aux intérêts capitalistes parce qu'elles retiennent des richesses économiques de l'accumulation du capital ; elles introduisent des formes d'organisation de production et de reproduction non capitalistes. Elles propagent des formes non marchandes et des revenus politiques entraînant ainsi un brouillage des principes capitalistes d'échange par les activités d'État (O'Connor, 1981). Il est évident que les appareils d'État ont besoin d'un surplus économique pour soutenir leurs activités redistributives et reproductives. D'un autre côté, il est clair que le développement du capitalisme nécessite l'intervention de l'État pour se poursuivre.

11. Voir, par exemple, les recherches de Val Burris : «Capital Accumulation and of the New Middle Class» (1980) et «Class Formation and Transformation in Advanced Society : A Comparative Analysis» (1979).

12. De toute évidence, quand j'inclus les retraités, les étudiants et les femmes dans le segment de la nouvelle marginalité sociale, je fais référence à la majorité de ces individus. Tous ne sont pas des marginaux. Par ailleurs, même si ma classification de la marginalité sociale est basée sur les positions et les relations économiques avec l'État-providence, il faut souligner que la marginalité sexuelle et générationnelle représente quelque chose de plus qu'une simple marginalité économique.

peut ainsi aider une jeune fille sans emploi membre de sa famille. Marginalité et sécurité coexistent au sein de la famille de sorte que la marginalité peut subsister si un emploi permanent peut suffire à pourvoir aux besoins d'une famille.

#### LA REPRODUCTION DES CLASSES SOCIALES ET LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS SOCIAUX

Nous avons esquissé une nouvelle définition de la composition des classes en analysant les processus horizontaux de différenciation sociale. Ce type d'analyse met en relief un autre problème fondamental de la reproduction des classes, soit le procès de formation et de représentation des groupes sociaux et des intérêts de classe. Les employés de bureau de l'État, par exemple, sont liés au mode de reproduction de l'État. On peut les étudier dans le cadre du développement capitaliste c'est-à-dire du procès de socialisation de l'accumulation qui a contraint l'État à étendre ses activités de reproduction. Il est toutefois essentiel de faire la relation entre l'analyse des cols blancs au service de l'État, les politiques d'État et sa poursuite d'un consensus politique qui ont mené à de nouvelles différenciations sociales et à l'apparition de nouveaux acteurs sociaux. Cette analyse démontre la force de l'impact des politiques consensuelles sur la reproduction des employés de bureau et sur la formation des intérêts sociaux. Ainsi, l'augmentation du nombre des cols blancs de l'État en Italie et l'émergence d'une économie périphérique (et sa petite bourgeoisie traditionnelle) peuvent affecter la stabilisation sociale. Il semble que le parti d'État (D.C.) peut encore compter sur un solide consensus. Il paraît improbable cependant qu'un tel consensus puisse tenir le coup pendant une crise ; il est de même peu vraisemblable que le gouvernement puisse réitérer sa politique traditionnelle d'exclusion du mouvement ouvrier. Dans les moments de crise, l'endurance du système semble se reproduire par la reproduction de la crise elle-même. Dans le contexte socio-économique, la continuité et non le développement est garantie par deux mécanismes :

- des pratiques reproductives fondées sur l'État-providence et son intervention ;
- les activités productives et reproductives de la famille et de l'économie périphérique.

Le premier mécanisme force la reproduction à travers la crise ; le second, représente un mécanisme partiel d'intégration sociale rattaché à une partie seulement de la structure de classes (généralement la petite bourgeoisie). Les deux éludent trois problèmes essentiels apparentés à la reprise du développement capitaliste.

Premièrement, la société italienne se caractérise par de nombreuses rigidités et segmentations (si l'on considère les différentes formes d'organisation du capital, la segmentation du marché du travail et les rigidités syndicales et culturelles au sein des relations industrielles) qui ne favorisent guère le renouvellement du développement capitaliste.

En deuxième lieu, une augmentation du grand capital privé requiert une croissance du capital social permettant alors une hausse des taux d'exploitation et de profit. Des dépenses d'État considérables alimentent les mécanismes d'accumulation, mais entraînent de nouvelles dépenses d'État afin de garantir leur légitimation (dépenses sociales). Les dépenses d'État connaissent ainsi une majoration disproportionnée par rapport au budget de l'État et aux exigences du développement capitaliste ; elles polluent les mécanismes d'échanges capitalistes. « L'État grandit parce qu'il grandit » (O'Connor, 1981) et il se reproduit par la crise.

En troisième lieu, les différenciations horizontales et sociales diminuent les probabilités de réaliser un contrôle social efficace et de représenter le vaste champ des intérêts sociaux. On peut faire ressortir deux facettes importantes de la relation critique entre l'État et le tissu social :

- a) une crise de motivation et de justification : la crise d'intégration du système, traversée par le capitalisme avancé, a clairement démontré à la société comment l'État y applique ses politiques de distribution de biens et de services, et qui sont les principaux bénéficiaires de telles ressources. Les fonctions idéologiques et culturelles traditionnelles de l'État qui devaient justifier pourquoi l'État aide le capital (développement économi-

que = plus de bien-être, plus d'emplois) et motive la main-d'œuvre à devenir une marchandise, sont en déclin.

b) un manque d'information qui résulte de la façon dont l'État et les partis politiques jouent avec les différenciations d'intérêts sociaux. La différenciation sociale signifie en fait que l'information est souvent inadéquate, ce qui provoque alors une crise au sein des canaux traditionnels de représentation. De ce fait, la société formule des demandes vis-à-vis du système politique, sans en comprendre toute la portée.

Si le développement de la soi-disant nouvelle classe moyenne est lié à la stratégie de formation d'un consensus, ses membres peuvent défendre individuellement leurs propres intérêts. Une théorie des classes ne peut négliger les possibilités d'intégration sociale du capitalisme avancé et particulièrement l'impact des stratégies consensuelles. Les acteurs sociaux ne sont toutefois ni passifs ni subordonnés face au pouvoir, non plus que simples « occupants » dans les diverses positions de la structure de classes. *Les acteurs sociaux sont toujours des agents poursuivant des buts*. Sous certaines conditions, leurs intérêts sociaux peuvent échapper au contrôle social et souvent contredire les objectifs de la classe dirigeante. Les processus horizontaux de différenciation sociale peuvent renforcer une telle possibilité parce qu'ils provoquent de nouvelles contradictions entre l'État et une vaste gamme d'intérêts sociaux différenciés. Il est ainsi plus difficile d'exercer un contrôle social et politique efficace et de trouver des voies pouvant adéquatement représenter ces nouvelles conditions.

La multiplication des intérêts différenciés et sectoriels a conduit à une crise au niveau de l'idéal d'un bloc social organisé par la Gauche. D'un autre point de vue, l'élite politique, qui a favorisé les différenciations au sein du tissu social, pourrait ne pas être techniquement et financièrement capable de faire face à un trop vaste éventail de demandes sociales sans reproduire la crise. En Italie déjà, les idéologies traditionnelles rattachées aux deux sous-cultures nationales majeures (catholique et socialiste-communiste), la confrontation entre deux classes et les deux partis de masse (le Parti communiste et le Parti démocrate chrétien) n'ont cessé de décliner depuis le milieu des années 70. Même les partis politiques de masse évoluent vers une politique « professionnelle » (Panbianco, 1981).

Le développement du champ de la reproduction, typique des sociétés complexes n'a pas été seulement le résultat de l'intégration sociale ; en Italie, il est dû également à des conflits extérieurs aux classes sociales existantes et aux relations de production. De nouveaux acteurs sociaux (étudiants, féministes, clients de l'assistance sociale et ainsi de suite) ont suscité des luttes sociales et de nouvelles questions individuelles se rapportant à la reproduction sociale ; ils ont également remis en question l'organisation même de la vie sociale. La liste des positions se liant au *statut de citoyen* s'allonge de plus en plus : contribuables, clients, patients, étudiants, retraités, électeurs, personnes subventionnées, employés de l'État, consommateurs, parents, prisonniers, plaideurs, etc.

Ainsi, le tissu social réagit parce que le système politique et les politiques reproductives de l'État le traversent de part en part. Une théorie des classes devrait étudier comment les conflits sociaux peuvent être reliés aux luttes de classes. Nous devrions réévaluer le problème de la structure de classes comme étant la première étape vers une réorientation de la théorie socio-politique.

En guise de conclusion..

Dans notre article, figure la conviction implicite que les « nouvelles » classes sociales et que les classes sociales « traditionnelles » n'existent pas. Il est certain qu'on peut observer, plus que par le passé, une augmentation substantielle de segments sociaux spécifiques tels que les cols blancs, les employés d'État, etc. Nous soutenons cependant que *la structure de classes dans son ensemble est en voie de changement à cause de l'impact de l'État : de nouvelles différenciations sociales traversent les classes sociales ; un archipel de strates et de groupes sociaux naît de la croissance du champ de la reproduction ; les statuts définissant les citoyens se multiplient. Aucune classe ne peut être définie sans ambiguïté, c'est-à-dire en tant qu'entité purement structurelle*. Nos hypothèses au sujet de la structure de classes italienne entraînent d'autres problèmes théoriques

que nous aimerions souligner en fonction d'une analyse plus poussée des relations entre l'État et la Société.

En premier lieu, notre article sous-entend que les demandes sociales ne découlent pas seulement d'intérêts économiques structurels, mais qu'elles sont reliées à la redistribution des ressources par l'intermédiaire de canaux politiques institutionnels. Les politiques de l'État-providence ont entraîné l'émergence d'un *marché politique* qui se révèle une nouvelle « arène » socio-politique. La clientèle et les nouvelles identités collectives basées sur le statut des citoyens sont apparues au sein de ce domaine d'échange politique. Cette hypothèse n'implique pas qu'une surdétermination de la société par les activités politiques d'État remplace complètement l'explication économique-structurelle; mais plutôt que le phénomène de l'État-providence s'imposant comme système de stratification et d'intégration sociale requiert une réorientation complète de l'analyse du lien entre l'État et la Société. Selon J. Habermas (1975), la macro-analyse de l'intégration systémique et la micro-analyse de l'intégration sociale peuvent s'entrelacer. Le résultat peut être plus utile que l'utilisation de critères économiques structurels quand il s'agit d'étudier la structure et la crise des sociétés occidentales avancées.

En second lieu, nous aimerions souligner que l'État-providence n'a rien enlevé des autres mécanismes de contrôle social et des activités socio-économiques. En esquissant le profil de quatre secteurs d'activités productives et reproductives en Italie, nous avons suggéré fortement l'influence de quatre mécanismes différents de production et de reproduction: la famille, l'entreprise capitaliste, le marché concurrentiel, et l'État. L'État-providence chevauche les autres mécanismes tout comme les identités collectives basées sur le statut de citoyen chevauchent les identités collectives de « classe ». La conviction que l'État-providence est un point tournant du développement social, et que sa crise implique la philosophie d'« après moi le déluge » conduit à une impasse. Au contraire, dès que la crise de l'État-providence s'est imposée, certains sociologues italiens ont souligné l'intérêt des études socio-historiques sur la variation des effets réciproques entre la famille, le marché, l'entreprise et l'État et sur leurs frontières (M. Paci, 1981). Il faut donc concentrer notre attention sur les frontières mouvantes de l'État-providence eu égard à la vive résistance des autres mécanismes.

En troisième lieu, nous pouvons avancer l'hypothèse que la variation dans l'équilibre entre la famille, le marché, l'entreprise et l'État provoque une tension au sein des valeurs sociales au point d'entraîner un vieillissement général des valeurs sociales liées aux mécanismes de production et de reproduction mentionnés plus haut. Les gens sont de plus en plus conscients des évidences culturelles traditionnelles et nouvelles au sein desquelles la légitimation du système prend racine. L'instabilité des valeurs sociales devient un élément crucial pour saisir le concept de crise.

J'aimerais, enfin, rappeler la nécessité de développer l'hypothèse selon laquelle l'État et le système politique font face à des problèmes en ce qui concerne une société ainsi fragmentée et complexe. Le *maremagnum* des grandes attentes sociales liées aux biens positionnels (Hirsch, 1977) de même que les problèmes de contrôle social et de représentation politique d'un large éventail d'intérêts sociaux mettent en relief les limites sociales de la croissance tout en montrant l'impossibilité de compter sur l'État comme seul mécanisme menant à un nouveau développement socio-économique. Faisant face à une société plus complexe que celle que Gramsci a analysée, la Gauche rencontre elle aussi des difficultés. Comment la Gauche devrait-elle traiter les nouvelles contradictions entre l'État et la société, et les contradictions fonctionnelles entre l'État et les capitalistes? Comment la Gauche peut-elle réagir politiquement aux différenciations sociales croissantes, à toute la gamme des intérêts civils et sociaux, et aux nouvelles formes de contradictions émergeant dans le champ de la reproduction?

#### RÉFÉRENCES

- ACCORNERO, A. et C. SEBASTIANI, (1978), « Le principali trasformazioni », *Politica ed Economia* 6.  
 ACCORNERO, A. (1980). *Il lavoro come ideologia*, Bologna, Il Mulino.

- ARDIGO, A. (1980), *Crisi di governabilità e mondi vitali*, Bologna, Cappelli.
- BAGNASCO, A. (1977), *Le tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologna, Il Mulino.
- BAGNASCO, A. et C. TRIGILIA (1981), *Sviluppo economico e trasformazioni sociologiche dei sistemi territoriali a economia diffusa*, Milano, Feltrinelli.
- BALBO, L. et R. SIEBERT (1979), *Interferenze, lo stato, la famiglia, la vita privata*, Milano, Feltrinelli.
- BECCALLI, B. (1981), «Classe operaia e nuovi movimenti collettivi», in Paci, M. et alt., *Mutamento e classi sociali in Italia*, Napoli, Liguori.
- BERGER, S. (1977), «Reflections on Industrial Society: The Survival of Traditional Sectors in France and in Italy», *Communication du M.I.T.*
- BERGER, S. (1982), *Organizing Interests in Western Europe*, New York, Cambridge University Press.
- BURRIS, V. (1979), «Class Formation and Transformation in Advanced Capitalist Society: A Comparative Analysis», Université de l'Orégon, *Communication*.
- CAPECCHI, V. (édit.) (1978), *La piccola impresa nell'economia italiana* Bari, De Donato.
- CARBONI, C. (édit.) (1981), *I ceti medi in Italia*, Bari, Laterza.
- CARBONI, C. (1982), «Elementi per uno studio su stato e classi sociali», *Rassegna Italiana di Sociologia* 2.
- CARBONI, C. (forthcoming), «Note sulla struttura di classe nelle società capitalistiche avanzate», *Economia e Lavoro*.
- CATANZARO, R. (1980), «Dimension of the Urban Middle Strata in Italy in 1971», Université de Catania, *Communication*.
- CERASE, F. (1979), «Gli impiegati dello stato», *Quaderni CESPE* 2.
- FERRARESI, F. (1980), *Burocrazia e politica in Italia*, Bologna, Il Mulino.
- GALLINO, L. (1975), «Politica dell'occupazione e seconda professione», *Economia e Lavoro* 5.
- GALLINO, L. (édit.) (1982), *Occupati e bioccupati*, Bologna, Il Mulino.
- GRAZIANI, A. (1978), «Le tre Italie», *Quaderni Piacentini* 65-66.
- HABERMAS, J. (1975), *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press.
- HIRSH, F. (1977), *Social Limits to Growth*. London: Routledge and Kegan Paul.
- LANGÉ, P. et S. TARROW (édit.) (1980), *Italy in Transition*, Londres, Frank Cass.
- MUTTI, A. (1980), «Elementi per un'analisi della borghesia di stato», *Quaderni di Sociologia* 1.
- O'CONNOR, J. (1981), «The Fiscal Crisis of the State Revisited», *Kapitalistate* 9.
- PACI, M. (1979), «The Class Structure of Italian Society», *European Journal of Sociology*.
- PACI, M. (1973), *Mercato del lavoro e classi sociali in Italia*, Bologna, Il Mulino.
- PACI, M. (1982), *La struttura sociale italiana*, Bologna, Il Mulino.
- PANEBIANCO, A. (1982), *Modelli di partito*, Bologna, Il Mulino.
- PASQUINO, G. (1980), *Crisi dei partiti e governabilità*, Bologna, Il Mulino.
- PIORE, M. (1980), «Economic Fluctuation, Job Security, and Labor Market Dualism in Italy, France, and United States», *Politics and Society* 3.
- PIZZORNO, A. (1978), «Political Exchange and Collective Identity in Industrial Conflict», in Crouch, C. and Pizzorno, A. (édit.) *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, London, MacMillan.
- PIZZORNO, A. (1981), *I soggetti del pluralismo*, Bologna, Il Mulino.
- REGINI, M. (1980), «Changing the Relationships between Labor Unions and the State», in Schmitter, P. and G. Lehbruch (édit.), *Variations in the Pattern of Corporatist Policy Formation*, London.
- REGINI, M. (1981), *I dilemmi del sindacato. Conflitto e partecipazione negli anni '70 e '80*, Bologna, Il Mulino.
- RIDLEY, F. F. (édit.) (1979), *Government and Administration in Western Europe*, Oxford.
- ROMAGNOLI, U. et T. TREU (1981), *I sindacati in Italia dal '45 ad oggi*, Bologna, Il Mulino.
- SABEL, C. (1979), «Ambiguities of Class and the Possibility of Politics», in Liebich, A. (édit.), *The Future of Socialism in Europe?*, Montreal, Centre interuniversitaire d'études européennes.
- SALVATI, M. (1980), «Muddling Through Economics and Politics in Italy in 1969-1979», in Lange, P. and S. Tarrow (édit.), cité.
- SYLOS LABINI, P. (1979), «Chi guadagna e chi perde con l'inflazione», *Il Mulino* 264.

## RÉSUMÉ

Le principal argument théorique développé dans cet article concerne l'influence de l'État sur la reproduction des classes sociales. Cette analyse de la reproduction cherche à montrer comment les politiques de l'État ont complexifié la structure de classes dans l'Italie des années 70, choisie ici comme étude de cas. Sont abordés : les changements survenus dans les formes d'organisation du capital; la nouvelle complexité de la segmentation du marché du travail; les nouvelles différenciations sociales au sein de chacune des classes sociales; l'émergence de rôles de citoyens ou l'exclusion de ces rôles; la reproduction des classes sociales en ce qui a trait à la formation des intérêts socio-politiques; le problème de l'État et du système politique quant au contrôle social et à la représentation politique des intérêts d'un tissu social fragmenté.

## SUMMARY

The main theoretical argument in this article deals with the influence of the state on the reproduction of social classes. Our analysis of this reproduction focuses on how the state policies make class structure complex. We took Italy during the seventies as a case study. An examination of the following questions seems in order: changes in the organizational forms of capital; new complexity of labor market segmentation; new social differentiations inside each social class; the emergence of roles of citizenship or exclusion from them; the reproduction of social classes with regard to the formation of socio-political interests; the problem of the state of the political system with regard to social control and political representation of interests of the fragmented social fabric.

## RESUMEN

El principal argumento teórico desarrollado en este artículo se refiere a la influencia del Estado en la reproducción de las clases sociales. Este análisis de la reproducción muestra como las políticas del Estado han vuelto más compleja la estructura de clases en la Italia de los años 70, ejemplo elegido como estudio de caso. Se examinan: los cambios ocurridos en las formas de organización del capital; la nueva complejidad de la segmentación del mercado de trabajo; las nuevas diferenciaciones sociales en el seno de cada una de las clases sociales; la emergencia de nuevos roles de ciudadanos o la exclusión de esos roles; la reproducción de las clases sociales en cuanto a la formación de los intereses socio políticos; el problema del Estado y de su sistema político en cuanto control social y la representación política de los intereses de un tejido social fragmentado.